

CONTRAINTES ET OBSTACLES RENCONTRES PAR LES ENTREPRISES DE REALISATION

Par M. MEDJKOUH Ameziane, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de
Djudjura, Membre de l'ODES.

La constante dégradation de l'outil de réalisation sur l'ensemble de la Wilaya de Tizi- Ouzou depuis les cinq dernières années, interpelle aussi bien les pouvoirs publics, les collectivités locales, les élus, les représentants des entreprises de réalisation ainsi que l'ensemble de la société civile.

En effet, de tout le secteur de la PME-PMI regroupant plus de 8700 au 31/12/06 entreprises sur la Wilaya, seules 1550 entreprises du secteur du BTP soit à peine 18% étaient présentes localement. Ce chiffre a été actualisé et nous comptons au 31-03-2008, 2269 entreprises alors qu'au niveau national la branche BTP représente plus de 35%, soit un déficit statistique pouvant être estimé à plusieurs centaines d'entreprises tous corps d'état confondus.

Sur la base de ce constat plus qu'alarmant, nous avons souhaité avec le concours de la direction de Wilaya de la PME, la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi que les acteurs concernés, poser un diagnostic sur les causes et raisons de ce syndrome dépressif de tout un secteur économique névralgique pour notre wilaya. Par commodité, nous avons classé ces dysfonctionnements par ordre de contraintes rencontrées.

1- De la relation avec l'administration :

- Lenteurs administratives et complexité des dossiers de soumissions lors de l'établissement des marchés et avenants (plusieurs mois) ;
- Lourdeur du dispositif de sélection des entreprises ;
- Chevauchements des prérogatives (DLEP, centralisation des décisions et différents intervenants) ;
- Projets lancés dans la précipitation, délais d'études restreints, projets immatures (tout est urgent !) source de contentieux ultérieurement ;
- Vérification et suivi superficiels des situations de travaux entraînant des rejets successifs et des règlements qui traînent en longueur pénalisant les entreprises avec ses corollaires : dépôts de bilans, cessation d'activité, redéploiement spatial et stratégique sur d'autres wilayates ;
- Absence de dialogue et de concertation entre les différentes administrations et les entreprises.

2- Un code des marchés encore inadapté

Malgré les dernières modifications, des lacunes demeurent :

- Inadaptation de la législation qui encadre les dispositifs régissant les marchés publics.
- L'élaboration des cahiers des charges, un facteur contraignant pour les entreprises.
- La problématique liée aux cautions de soumission exigées pour des périodes excédant plus de deux mois pénalisent les entreprises exerçant sur plusieurs wilayates par le coût financier résultant de ces garanties.

- Devant les commissions de recours, la présence des entreprises requérantes n'est pas prévue, le maître de l'ouvrage est ainsi juge et partie.

3- Problématique liée aux approvisionnements

La disponibilité restreinte des matériaux de construction entraînant des difficultés pour l'actualisation des coûts avec la flambée des prix jusqu'au 3^e trimestre 2008, ce qui entraîne une tension négative sur les approvisionnements des chantiers.

Les fluctuations n'épargne pas, non plus le sable et tous les agrégats nécessaires dans à l'acte de bâtir. Avec une demande de plus en croissante, le sable destiné aux chantiers de la Wilaya n'échappe pas non plus à l'engrenage des pénuries.

4- De l'accès au financement bancaire

- Les dossiers sont lourds à constituer avec une multitude d'attestations de mise à jour à obtenir auprès d'organismes sociaux tels que : CNAS, CASNOS, CACOBATPH, Recette des impôts et autres. En cas de contentieux avec un seul de ces organismes, l'entreprise est d'avance disqualifiée.
- Le rôle de la Caisse de Garantie des Marchés Publics devant faire face au préfinancement par des conditions plus avantageuses est biaisé, car elle exige pour ces opérations des conditions plus draconiennes que les banques commerciales.
- Le niveau d'autonomie de décision locale par les banques est faible, l'examen par les comités de crédit au niveau central est trop long.
- Les taux pratiqués demeurent relativement élevés, l'ensemble de ces facteurs entraîne souvent une déstructuration financière de l'entreprise.

5- Divers

- Le **management de l'entreprise** relève souvent du domaine familial et de type patrimonial. Moins de 7 entreprises dans le secteur du BTP, ont fait l'objet d'une mise à niveau, ajouté à cette situation une pénurie de main d'œuvre qualifiée, voire de main d'œuvre tout court, malgré les programmes de formations mis en place durant ces derniers mois.
- Aléas de la maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.
- **Accès au foncier** pour les entreprises souhaitant avoir un parc avec des structures de réalisation fixes, non prévu au niveau du CALPI.
- Contraintes également au niveau de la **commission de qualification**, les représentants des entreprises sont absents de la composante de cette structure.
- **Fiscalité et parafiscalité** toujours aussi éprouvantes au niveau de la wilaya, les entreprises constatent une différence de traitement par l'administration sur les wilayates limitrophes.
- Manque **d'informations économiques et statistiques** sur la wilaya, ses potentialités et ses marchés publics.
- Impression de marginalisation des petites et moyennes entreprises face aux grandes entreprises et entreprises étrangères.
- **L'insécurité** : Les chefs d'entreprise de ce secteur qui sont amenés à se déplacer fréquemment sur les chantiers de la wilaya sont la cible privilégiée d'enlèvements et rapt.

Bien entendu la liste de ces diverses contraintes n'est point exhaustive, chaque entreprise faisant face à des situations spécifiques.